

**ARRETE DU MAIRE**  
**N°ST116RT2024**

**Objet : pose de pavés infiltrant et création de regards**  
**Chemin du Gué et chemin de Barry**  
**Du 28 mars 2024 au 11 avril 2024 (Arrêté temporaire)**

Le Maire de BRIGNAIS,

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu l'ordonnance n° 58 1216 et le décret n° 58 1217 du 15 décembre 1958 relatifs à la police de la circulation routière,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,  
Vu l'arrêté du 12 juin 2023 N°PM024RP2023, concernant le stationnement réglementé à Brignais,  
Vu la demande du 25/03/2024 formulée par l'entreprise REGIL TP,

Considérant qu'en raison des travaux de pose de pavés infiltrant sur le chemin du Gué et la création de regards sur le chemin de Barry réalisés par l'entreprise REGIL TP pour le compte de la CCVG, la chaussée est réduite et le stationnement interdit, il convient de réglementer la circulation et le stationnement,

**- ARRETE-**

**Article 1 : circulation et stationnement**

**Chaussée réduite avec mise en place d'un alternat manuel**  
**Vitesse limitée à 30 km/h**  
**Stationnement interdit au droit du chantier**

**Article 2 : période**

Les travaux sont exécutés du 28 mars 2024 au 11 avril 2024.

**Article 3 : signalisation**

Le chantier est signalé de jour comme de nuit et la signalisation sera mise en place par l'entreprise, sous sa responsabilité. La sécurité des piétons et des automobilistes est assurée par l'entreprise. Le présent arrêté doit être affiché sur site, par l'entreprise. L'entreprise s'engage à ne pas perturber la circulation des usagers hors des périodes de travaux effectives (la nuit, le week-end et les jours fériés).

**Article 4 : accès riverains et services**

L'accès riverains est maintenu. L'entreprise est tenue de veiller à maintenir l'accessibilité aux services de secours et de lutte contre l'incendie ainsi qu'aux services de police. Le service de ramassage des ordures ménagères est autorisé à passer. Dans l'hypothèse où ce passage est impossible, le pétitionnaire prendra contact avec le SITOM (04.72.31.90.72) pour l'organisation de la collecte.

**Article 5 : information réglementaire**

Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbaux, dressés par les forces de l'ordre et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 6 : utilisation des bornes de puisage**

L'utilisation des poteaux incendie est réservée à l'usage exclusif des services incendie. Toute autre utilisation est totalement interdite. Trois bornes de puisage sont situées en bordure de voirie et réservées, sans compteur, pour des travaux publics de Voirie Réseaux Divers.

**Article 7 : recours**

Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif territorialement compétent, dans le délai de deux mois à compter de sa mise en ligne. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 8 : ampliation**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur Le Commandant de la brigade de gendarmerie de Brignais, la Police municipale et tous les agents de la force publique chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté ; et au SDMIS, au SITOM, TRANSDEV, SUEZ.

L'adjoint délégué  
**Jean-Philippe GILLET**



Fait à Brignais, le 26 mars 2024  
**Le Maire, Serge BERARD**

Mise en ligne le : **27 MARS 2024**